



« Aucun délégué syndical ne peut accepter de cautionner une telle mascarade ! »

Les organisations syndicales, SNUipp-FSU 94, SNUDI-FO 94 et CGT Educ'Action 94 prennent acte de la convocation en urgence d'un CHSCTD jeudi après-midi à la suite de leur courrier intersyndical du 23 mars.

Elles seront très vigilantes aux conditions de tenue de cette instance et aux réponses précises que les représentants de l'employeur apporteront.

Elles considèrent qu'il est indispensable que soient prises en urgence les mesures de protection indispensables des personnels, en particulier :

- la livraison de masques, de gel hydroalcoolique dans toutes les écoles qui accueillent les enfants des soignants et des personnels de l'aide sociale à l'enfance,
- l'arrêt immédiat des consignes mettant en danger les enseignants et les parents en leur demandant sous des prétextes de continuité pédagogique, préparation de la rentrée en 6ème (Affelnet), proposition de passages ... de rompre le confinement en sortant de chez eux pour venir dans les écoles ou divers points de rencontre.

Elles rappellent les raisons qui les ont conduites à demander le report du CTSD prévu le 27 mars; impossibilité de recevoir les écoles, arrêt ou difficultés des inscriptions en mairie depuis le 13 mars, gestion de l'urgence sanitaire (accueil des enfants de soignants, "continuité pédagogique",...).

Elles ont pris connaissance du maintien du Ctsd le 27 mars dans des conditions ubuesques et totalement inacceptables qui viennent de leur être communiquées. Le CTSD se tiendrait ainsi sous forme de "délibérations à distance" par envoi de mails successifs, sans aucune discussion réelle possible au motif que les "difficultés actuelles sur les réseaux de communication ne nous permettent pas de garantir une organisation sous la forme d'une visio conférence en raison du nombre de connexions nécessaires". Elles constatent que la direction académique qui demande aux IEN de toutes les circonscriptions d'organiser des réunions en visio conférence avec les directeurs, aux directeurs de tenir des conseils des maîtres en visio conférence avec tous les adjoints de leur école, aux enseignants d'organiser des classes virtuelles avec le même procédé pour leurs élèves, est dans l'incapacité de l'organiser pour les 10 délégués du personnel.

Les représentants des organisations syndicales SNUipp-FSU 94, SNUDI-FO 94 et CGT Educ'Action 94 ne participeront pas à une parodie d'instance. Aucun délégué syndical, soucieux de défendre les personnels, de respecter le mandat qui lui a été confié, ne peut accepter de cautionner une telle mascarade !

Les organisations syndicales SNUipp-FSU 94, SNUDI-FO 94 et CGT Educ'Action 94 renouvellent donc leur demande à madame la Directrice Académique que **soit annulée la réunion du CTSD du 27 mars** qui ne vise qu'à faire entériner 104 fermetures de classes, 29 fermetures de dispositifs 100% réussite, ainsi que des mesures régressives telles que le fait de ne plus compter les UPEAA dans les décharges de direction.

Pour les mêmes raisons, **nous demandons à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Président du Conseil Départemental d'annuler la réunion du CDEN du 31 mars**. La FCPE 94 et plusieurs parlementaires du Val de Marne se sont d'ores et déjà associés à cette demande.

Les organisations syndicales SNUipp-FSU 94, SNUDI-FO 94 et CGT Educ'Action 94 ne peuvent accepter que le Ministre et ses représentants utilisent la crise sanitaire actuelle pour infliger aux personnels de nouvelles remises en cause de leurs droits et de leurs conditions de travail et ne participeront pas à des instances qui ne serviront qu'à les entériner.

Elles demandent solennellement, qu'au vu de la situation exceptionnelle actuelle, toutes les fermetures de classes et de postes envisagées soient abandonnées.